



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Nigeria

Question écrite n° 55109

Texte de la question

Mme Valérie Boyer alerte M. le ministre des affaires étrangères et du développement international sur les attaques répétées du groupe islamiste de Boko haram à l'encontre d'étudiants, dont certaines informations indiquent qu'ils seraient chrétiens, au Nigeria. En effet, Boko haram, dont le nom signifie "l'éducation occidentale est un péché", a pris pour cible, à de nombreuses reprises, les établissements scolaires dans le nord du Nigeria. Après avoir mis le feu à des écoles, massacré des étudiants dans leur sommeil, posé des bombes sur des campus d'universités, leur dernière attaque date du 14 avril 2014 où plus d'une centaine de jeunes filles âgées de 12 à 17 ans ont été enlevées au sein même de leur école. Face à l'impuissance des autorités en place et de l'armée, c'est un appel au secours que nous lançent les familles des jeunes filles. À ce jour, leur crainte est de voir leurs filles mariées de force au Cameroun ou au Tchad. Elle s'étonne de ne voir aucune action du Gouvernement auprès de l'Europe et de la communauté internationale pour aider ces familles dans un contexte d'urgence. Aussi, elle l'interroge sur les moyens d'actions et la mobilisation de la France et de la communauté internationale pour venir en aide aux autorités nigérianes ainsi qu'aux familles afin de mettre un terme à cette situation en retrouvant ces jeunes filles qui ne cherchaient qu'à s'instruire.

Texte de la réponse

L'enlèvement de 279 lycéennes nigérianes par des membres de Boko Haram est survenu le 14 avril 2014 au coeur du fief de la secte terroriste, dans l'Etat de Borno (ville de Chibok), placé sous état d'urgence depuis le mois de mai 2013. 53 lycéennes se sont enfuies, 226 seraient encore prisonnières. Depuis un an, l'Etat de Borno est le théâtre de violents combats opposant les forces armées nigérianes et le groupe terroriste. La population civile en est l'otage. Abubakar Shekau, le leader de la secte, a revendiqué l'enlèvement des jeunes filles le 5 mai et menacé de vendre ces dernières et de les marier de force. L'incertitude demeure quant à la localisation des captives. Face à ce crime abject et à l'ignominie de la revendication, la France a pris la décision de contribuer à l'effort international pour le sauvetage des lycéennes, en déployant au Nigéria, depuis le 9 mai, une équipe spécialisée qui travaille en lien étroit avec les autorités nigérianes. Par ailleurs, le Président de la République a organisé, sur la proposition du président de la République fédérale du Nigéria Goodluck Jonathan, un sommet des Chefs d'Etats de la région sur la lutte contre la secte terroriste Boko Haram. La France marque ainsi son engagement aux côtés du Nigéria dans sa lutte contre le terrorisme, dans le respect des droits de l'Homme. La France a aussi le souci de susciter une réponse internationale forte. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union européenne ont ainsi participé à la réunion régionale de Paris. Ce sommet, qui s'est tenu le 17 mai à Paris, permettra de renforcer la coopération et la coordination régionales entre le Nigéria et les pays frontaliers avec lesquels la France entretient des relations anciennes et approfondies ; des actions spécifiques seront également entreprises en faveur du développement des zones concernées, avec un accent sur l'égalité homme-femme, les droits des femmes et des filles, et notamment leur droit à l'éducation et le soutien aux victimes des violences sexuelles.

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Boyer](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 55109

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [6 mai 2014](#), page 3619

Réponse publiée au JO le : [3 juin 2014](#), page 4475